

Après le raz-de-marée du 06 octobre on continue ! Le gouvernement doit répondre aux revendications

La journée de grèves et manifestations du 06 octobre est une immense réussite. Plus de 450 000 personnes ont défilé partout en France. L'Union syndicale Solidaires avait appelé à se mobiliser aux côtés des lycéennes et lycéens, des étudiantes et étudiants tout d'abord car leurs revendications sont les nôtres mais aussi pour faire respecter le droit de manifester gravement attaqué par une brutale répression policière.

Le succès de cette journée a contraint le Premier ministre à prendre la parole. C'est très loin du compte! Il continue même les provocations.

Ouvrir des temps de dialogue en établissements c'est bien. C'est par là qu'aurait dû commencer ce gouvernement plutôt que de répondre par les matraques et les grenades. Mais cela ne suffira pas. Les revendications du mouvement sont connues, il n'y a qu'à les satisfaire. Après les discussions, il faut allonger les millions !

Les services publics et notamment l'éducation sont dans une situation de sous-investissement chronique et de désengagement de l'État depuis des dizaines d'années. Il faut écouter la jeunesse et mettre en place un grand plan d'investissement qui permette de répondre aux besoins exprimés en termes de bâti comme de moyens humains. Il faut également abroger Parcoursup et la réforme du lycée de Blanquer.

Il faut également une amnistie pour les milliers de manifestant·es poursuivi·es pour leur participation à la mobilisation, et que tous les auteurs de violences policières soient poursuivi·es. L'impunité, ça suffit !

Autre moteur des mobilisations, la perspective d'un avenir morose : changement climatique, inégalités croissantes... Ces combats sont les nôtres.

Les organisations lycéennes et étudiantes dont Solidaires étudiant·es appellent à une nouvelle journée de mobilisation nationale le 08 octobre. L'Union syndicale soutient cet appel et appelle ses militant·es à rejoindre et protéger les cortèges.

L'Union syndicale Solidaires réunira dès demain son Comité national. Le mouvement social en cours, son amplification et la construction des convergences en seront le principal ordre du jour.

Paris, le 06 octobre 2026